



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie**

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023-03-27-00001  
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004-146-6 du 25 mai 2004 modifié,  
autorisant la société ALIA PRODUCTIONS à exploiter une fonderie sur la commune de  
PIERREFITE-NESTALAS**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 514-5, L. 511-1, L. 181-14, R. 516-1, R. 181-45, R. 181-46, R. 541-7 et R. 541-8 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jean SALOMON en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 65-2022-09-30-00002 du 30 septembre 2022 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux fonderies de métaux et alliages soumis à déclaration ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N°2004-146-6 du 25 mai 2004 autorisant la société MITJAVILA TPTS à exploiter une unité d'extrusion de profilés en aluminium et d'application de peinture ainsi qu'une installation de décapage thermique ;

**Vu** la déclaration de changement d'exploitant du 20 janvier 2022 au titre de la société ALIA PRODUCTIONS ;

**Vu** le porter à connaissance relatif au projet d'implantation d'une fonderie transmis le 05 mai 2022 et complété les 30 mai et 16 septembre 2022 ;

**Vu** la demande d'aménagement à certaines prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux fonderies de métaux et alliages adressée à Monsieur le préfet le 16 septembre 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 31 janvier 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 9 février 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

**Considérant** que les modifications apportées ne sont pas substantielles selon l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet respectera l'ensemble des prescriptions réglementaires leur étant applicable, sauf l'article 2.4 de l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux fonderies ;

**Considérant** qu'il convient de prendre en considération les demandes d'aménagements proposées par le pétitionnaire aux prescriptions générales de l'article 2.4 (comportement au feu) de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé, compte tenu que les activités sont exploitées dans des bâtiments existants ;

**Considérant** que la demande d'aménagement proposée par le pétitionnaire, ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et 211-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de présenter ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) compte tenu des demandes d'aménagements sollicités ;

**Considérant** l'avis rendu par le CoDERST lors de sa séance du 21 mars 2023 ;

**Sur proposition** de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

## A R R E T E

### ARTICLE 1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement du site est modifié comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2566	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique 1. La capacité volumique du four étant : a) Supérieure à 2 000 l	Four à pyrolyse	<b>A</b>
2940.3.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre <a href="#">des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700</a> ou <a href="#">4801</a> . 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) supérieur à 20 kg mais inférieur ou égal à 200 kg	2 cabines de peinture < 200 kg/j	<b>DC</b>
2560.1.a	<b>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques <a href="#">3230-a</a> ou <a href="#">3230-b</a>.</b>  1) La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) supérieur à 1 000 KW	Presse : 1 440 KW	<b>E</b>

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2565.3	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des <a href="#">rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670</a> . 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements	Four de nitruration filère	DC
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Fours trempe	DC
2552.2	<b>Fonderie</b> (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550) 2. Supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j	Four de fusion = 2 t/j max	DC

## **ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **Article 2.1. – Arrêté ministériel de prescriptions générales**

La fonderie exploitée sur le site respecte l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux fonderies de métaux et alliages, excepté pour les demandes d'aménagement visées à l'article 2.2.

### **Article 2 2. – Aménagements des prescriptions à l'arrêté ministériel de prescriptions générales**

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'article 2.4 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 1997 susvisé sont aménagées suivant les dispositions de l'article 3.

## **ARTICLE 3 – AMÉNAGEMENTS AUX DISPOSITIONS TECHNIQUES DE L'ARTICLE 2.4 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 30 JUIN 1997**

### **Article 3.1. – Comportement au feu des bâtiments**

L'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux fonderies de métaux et alliages n'est pas applicable.

Les mesures compensatoires suivantes sont imposées en place et lieu :

« Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- mur mitoyen avec d'autres ateliers coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- porte donnant vers d'autres ateliers coupe-feu de degré 2 heures.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouvertures manuelles sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. »

## **ARTICLE 4 – RECOURS**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais

prévus à l'article R.181-50 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS**

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pierrefite-Nestalas et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Pierrefite-Nestalas pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – Pôle Environnement/ Installations classées ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois ;
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 6 – EXÉCUTION ET COPIE**

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- M. le maire de Pierrefite-Nestalas

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

#### **Pour notification à**

- Société ALIA PRODUCTIONS

#### **Pour information à**

- M. le sous-préfet d'Argeles-Gazost.

Fait à Tarbes, le **27 MARS 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN